

ST-VINCENT-ET-LES-GRENADINES



CHEF DE L'ÉTAT Charles III
PREMIER MINISTRE Ralph Gonsalves
SUPERFICIE 390 km²
POPULATION (HAB.) 111 000
PIB (MD \$) 1,2 **CROISSANCE** 4,5 %
CHÔMAGE n. c.
MONNAIE dollar des Caraïbes orientales (0,35 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 2,3 (124^e)

Le 1^{er} juillet, l'ouragan Beryl frappait de plein fouet Saint-Vincent-et-les-Grenadines. Ce cyclone exceptionnellement précoce et puissant a causé huit morts, et occasionné des dégâts estimés à 300 millions de dollars (287 millions d'euros) dans ce micro-Etat de 111 000 habitants répartis sur neuf îles habitées. A Canouan, Union et Mayreau, joyaux touristiques de l'archipel des Grenadines totalisant quelque 5 000 résidents, plus de 90 % des édifices ont été endommagés ou détruits. « Dans les Caraïbes, nous ne sommes pas responsables du réchauffement climatique, et pourtant nous sommes en première ligne », a déploré Ralph Gonsalves, le premier ministre de cet Etat membre du Commonwealth, lors d'une interview sur la chaîne de télévision britannique Sky News.

Après cinq ans de procédure, la Haute Cour de justice de Saint-Vincent-et-les-Grenadines tranchait, le 16 février, en faveur du maintien de deux articles du code pénal réprimant les relations homosexuelles. Selon le Fonds monétaire international, le taux de croissance du produit intérieur brut de Saint-Vincent-et-les-Grenadines devrait s'établir à 4,5 % en 2024, après 5,8 % en 2023, grâce au dynamisme du secteur touristique, qui représente le quart de l'activité économique. ■

JEAN-MICHEL HAUTEVILLE

SALVADOR



CHEF DE L'ÉTAT Nayib Bukele (réélu le 04/02/2024)
SUPERFICIE 21 000 km²
POPULATION (HAB.) 6,3 millions
PIB (MD \$) 35,8 **CROISSANCE** 3 %
CHÔMAGE 5,2 %
MONNAIE dollar américain (0,95 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 1,3 (148^e)

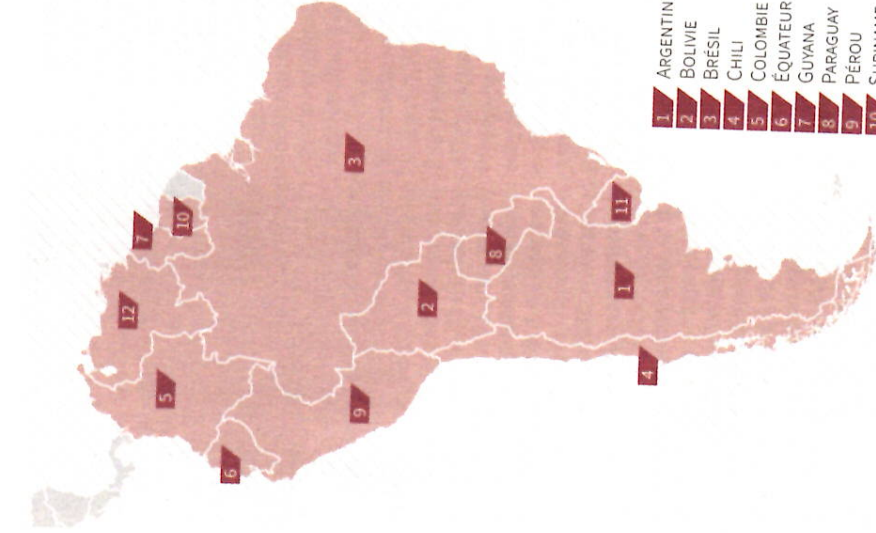
Malgré six articles de la Constitution interdisant la réélection présidentielle immédiate, le dirigeant salvadorien, Nayib Bukele, s'est fait réélire, le 4 février, avec 82,66 % des suffrages, pour un second mandat. Le Tribunal constitutionnel, dont il avait remplacé les membres, en 2021, par des magistrats complaisants, avait validé le principe de sa candidature s'il démissionnait six mois avant la fin de son premier mandat.

Le président est toujours crédité de 90 % de popularité grâce à la « guerre » qu'il a menée avec succès contre les gangs, mais au prix de graves atteintes aux droits humains et à l'Etat de droit, selon les organisations de la société civile. Depuis mars 2022, le pays vit sous un régime d'exception. Environ 76 000 personnes ont été arrêtées depuis lors.

L'économie est désormais la principale préoccupation des Salvadoriens. Selon les chiffres officiels, le taux de pauvreté est passé de 22,8 % en 2019, date de l'arrivée au pouvoir de Nayib Bukele, à 27,2 % en 2023. La pauvreté extrême, elle, est passée de 4,5 % à 8,8 %. Le Salvador reste le pays de la région ayant attiré le moins d'investissements étrangers directs, bien que ceux-ci soient en nette hausse (+ 300 % entre 2022 et 2023). En août, après trois ans de négociations, une mission du FMI est parvenue avec le gouvernement à des accords préliminaires visant à renforcer les finances publiques et à atténuer les risques liés à l'utilisation du bitcoin comme monnaie légale. Le Salvador cherche, depuis 2021, un accord avec l'organisme financier pour obtenir un prêt de 1,3 milliard de dollars (1,2 milliard

J.-M. HA.

Amérique du Sud



- 1 ARGENTINE P. 135
- 2 BOLIVIE P. 136
- 3 BRÉSIL P. 137
- 4 CHILI P. 137
- 5 COLOMBIE P. 138
- 6 ÉQUATEUR P. 139
- 7 GUYANA P. 139
- 8 PARAGUAY P. 140
- 9 PÉROU P. 140
- 10 SURINAME P. 141
- 11 URUGUAY P. 141
- 12 VENEZUELA P. 141

ARGENTINE



CHEF DE L'ÉTAT Javier Milei
SUPERFICIE 2 780 000 km²
POPULATION (HAB.) 45,6 millions
PIB (MD \$) 604,4 **CROISSANCE** - 3,5 %
CHÔMAGE 8,2 %
MONNAIE peso (0,0009 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 4,3 (75^e)

L'année 2024 a été marquée par les douze premiers mois au pouvoir du président ultralibéral Javier Milei, entré en fonctions le 10 décembre 2023 pour un mandat de quatre ans. Cet outsider avait promis une thérapie de choc afin de terrasser la maladie chronique argentine, l'inflation (139 % sur un an au mois d'octobre), et d'assainir les comptes publics, annonçant à la population des mois « très durs ». Le cap de ce libéralien « anarcho-capitaliste » est par ailleurs de réduire l'Etat à son strict minimum.

Après avoir annoncé un « méga-décret » – plus de 300 articles – déregulant l'économie, ainsi que des mesures d'austérité au mois de décembre 2023, le gouvernement a poursuivi son élan libéral avec l'approbation de son projet phare au mois de juin. Il s'agit de plus de 200 articles prévoyant, entre autres, un assouplissement du régime d'investissement, la possibilité de privatiser différentes entreprises publiques et, pour le président, de gouverner pendant un an sans avoir besoin du Congrès en matière administrative, économique et énergétique. Le projet initial, dévoilé au mois de décembre 2023, plus de 660 articles, a cependant dû

être largement raboté, faute de soutiens nécessaires au Congrès, où la coalition présidentielle, La Libertad Avanza (« la liberté avance »), est minoritaire (38 députés sur 257 et 7 sénateurs sur 72).

Cependant, Javier Milei parvient à gouverner, en composant avec la « caste » – l'élite politique – qu'il n'a cessé de conspuer pendant sa campagne présidentielle. Il peut notamment s'appuyer sur la coalition politique Propuesta Republicana, de l'ancien président Mauricio Macri (droite, au pouvoir de 2015 à 2019). L'actuelle ministre de la Sécurité, Patricia Bullrich, est ainsi issue de cette formation. Le gouvernement de Javier Milei rallie également une partie du centre et quelques péronistes isolés (mouvement hétéroclite allant de la gauche jusqu'au centre, actuellement en déficit de leadership).

EXCÉDENT BUDGÉTAIRE

Ainsi, en septembre et en octobre, Javier Milei a engrangé deux autres victoires législatives : la validation de ses veto à un rattrapage des retraits et du budget des universités. La tronçonneuse brandie par Javier Milei pendant sa campagne a continué d'élaguer l'Etat. Au total, plus de 33 000 emplois publics ont été éliminés, entre les mois de décembre 2023 et septembre 2024, a confirmé le gouvernement.

Au mois de septembre, Javier Milei s'est de nouveau félicité de mener « la politique d'austérité la plus importante de l'histoire de l'humanité ». Il tient ses promesses, avec l'objectif d'excédent budgétaire atteint, une première en plus de dix ans. Selon le gouvernement, c'est cette discipline qui permettra, in fine, de venir à bout de l'inflation. Après un bond des prix aux mois de décembre 2023 (25,5 %) et janvier 2024 (20,6 %), l'inflation a été ramenée à 2,7 %, au mois d'octobre, le taux le plus bas depuis novembre 2021.

Conséquence directe de l'inflation, qui reste l'une des plus élevées au monde sur un an : au premier semestre 2024, 52,9 % de la population était pauvre selon les données de l'Indec, l'institut de la statistique argentin. Ce taux est inédit depuis vingt ans. Les enfants sont surreprésentés : deux tiers des Argentins de moins de 14 ans vivent dans la pauvreté. Au deuxième trimestre, le chômage concernait 7,6 % de la population selon l'Indec (contre 6,2 % un an plus tôt). D'après les projections du Fonds monétaire international (FMI), le produit intérieur brut devrait se contracter de 3,5 % en 2024.